

- **Mettent des obstacles à l'éducation des filles** : en Inde, au Pakistan et au Kenya, des preuves attestent que les parents qui n'ont pas les moyens de scolariser plusieurs enfants préfèrent envoyer les garçons plutôt que les filles à l'école.
- **N'incluent pas les enfants handicapés** : même quand les parents d'enfants handicapés peuvent se permettre de payer les frais de scolarité, ces enfants peuvent faire l'objet de discriminations, ou même carrément se voir refuser l'admission à l'école, selon une étude réalisée au Népal.

Le rapport dessine un chemin pour offrir une éducation de qualité à tous les enfants, mais avertit qu'il n'y a pas de remède miracle. Les gouvernements devraient cesser de subventionner les écoles privées pour, au contraire, financer intégralement les écoles publiques. Pour cela, il faut des enseignants bien formés, un personnel de soutien qualifié et des installations scolaires adaptées à leur objet. En outre, les écoles publiques doivent être responsables et transparentes pour endiguer la corruption et les détournements de fonds, tandis que les écoles privées doivent également être tenues de rendre des comptes et régulées pour s'assurer qu'elles respectent les normes nationales d'éducation.

Des politiques fiscales plus intelligentes peuvent contribuer à fournir aux pays les fonds nécessaires à ces améliorations. Le rapport note que le FMI estime que les pays en développement perdent 200 milliards de dollars par année à cause des entreprises qui utilisent des paradis fiscaux. Il suffirait de 20 % de cette somme pour couvrir le manque de fonds nécessaires pour offrir une éducation de qualité pour tous.

Les gouvernements donateurs et les institutions devraient soutenir ces politiques et accroître leurs propres niveaux d'aide, qui, selon le rapport, ont stagné et diminué ces dernières années. Le rapport prévient que le fait de détourner les fonds existants au profit du secteur privé à but lucratif minera encore des systèmes publics déjà affaiblis et privera une autre génération de son droit à une éducation gratuite et de qualité.

La présidente de la CME Camilla Croso a déclaré :

« L'explosion des écoles privées à bas coût et leur soutien par les gouvernements et les donateurs, est un fléau pour les promesses des États qui se sont engagés à respecter le droit à l'éducation gratuite et de qualité pour tous il y a tout juste un an, au sommet des Nations Unies sur le développement durable. La réalisation de l'éducation de base universelle dans le monde entier a toujours été tributaire de l'édification d'un système éducatif public – et de sérieux investissements doivent être y être consacrés, au lieu d'être dirigés vers le "business de l'éducation". Il ne devrait pas y avoir de place pour le profit dans l'éducation - et certainement pas aux dépens des personnes les plus pauvres de nos sociétés. »

FIN

NOTES

- *Profits privés, pertes publiques* : Pourquoi la pression en faveur des écoles privées à bas coût menace l'éducation de qualité. Le rapport sera lancé le 6 octobre 2016 à 14h HNE pendant le Forum politique de la société civile en marge des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale.
- Le rapport peut être téléchargé dans son intégralité à l'adresse : <http://bit.ly/PPPLE>
- Pour rencontrer des représentants de la CME, veuillez contacter Sherry Abuel-Ealeh : +44 7733077927, sherry@campaignforeducation.org
- Pour plus d'information sur le travail de la CME, rendez-vous sur www.campaignforeducation.org.